



DÉCLARATION LIMINAIRE COMITÉ TECHNIQUE LOCAL DU 19 JANVIER 2021

La crise sanitaire a mis en évidence les failles de notre système socio-économique et signe la faillite des stratégies néolibérales. Dans le même temps, alors que nous vivons en état d'urgence permanent, le gouvernement s'attaque frontalement à nos libertés. Pour la CGT, ça n'est pas seulement l'article 24 de la loi de « sécurité globale » qui doit être supprimé, mais l'ensemble de ce texte scandaleux !

Au ministère des finances, les suppressions d'emplois aveugles et dogmatiques se poursuivent. Pire, aujourd'hui, c'est un véritable plan de licenciements qui est à craindre dans le secteur de l'action sociale au ministère, avec la vente envisagée des centres de vacances.

Alors que le Ministre Bruno Le Maire se veut le champion de la préservation de l'emploi, il se doit d'être exemplaire dans son champ de compétence : aux Finances, il faut embaucher !!!

Les réformes structurelles, à marche forcée, accompagnées d'une dématérialisation à tout-va et des suppressions d'emplois massives et constantes, entraînent un recul sans précédent des missions exercées. La CGT porte un tout autre projet pour le service public : 10 % de temps de travail en moins, 10 % d'effectif en plus, 10 % d'augmentation indiciaire et salariale, 10 % de temps de formation.

La DGFIP a perdu depuis sa création plus de 30 000 emplois et absorbé en moyenne chaque année entre 83 et 96 % de l'ensemble des suppressions d'emplois de la fonction publique d'État. Dans le cadre du PLF 2021, ce sont encore 1 800 emplois qui vont disparaître faisant ainsi franchir à notre administration la barre symbolique de moins de 100 000 ETC (équivalent temps plein). Réformes structurelles et suppressions d'emplois sont deux outils d'une même politique de destruction de la DGFIP. Dans les faits, l'administration ne réforme que pour adapter l'exercice des missions à des moyens en constante diminution, très loin du souci affiché d'une meilleure qualité de service. Encore une fois, la DGFIP se veut exemplaire et applique avec zèle des politiques d'emplois archaïques : aujourd'hui pour remplir des missions, on assiste à un recours massif aux contractuels, services civiques et apprentis, preuve que la DGFIP est à l'os et que les suppressions n'ont qu'une justification idéologique : des fonctionnaires, on n'en veut plus !

En Vaucluse, le couperet est tombé : 11 emplois seront supprimés en 2021. Au-delà de notre opposition de principe à toute suppression d'emploi, nous tenons à dénoncer la méthode employée cette année : les suppressions sont annoncées à la fin de la campagne des mutations nationales, privant des collègues dont le poste est supprimé et qui souhaiterait changer de direction, d'un minimum de temps de réflexion. Pire : les collègues concernés apprennent le funeste sort qui leur est réservé par les organisations, syndicales ! Il en est de même pour la plupart des chefs de service. Prenez vos responsabilités et assumez vos décisions ! Quel accompagnement pour les collègues contraints de quitter leur poste avec des règles de moins en moins protectrices ?

Faire votre boulot jusqu'au bout, avec un minimum d'humanité, est-ce trop demander ?

Dans le même temps les recrutements de contractuels, services civiques et apprentis explosent. Certains d'entre eux exercent des missions normalement dévolues à des agents des finances publiques, sans formation initiale, sans aucune obligation, ne bénéficiant d'aucun droit, propres à ces derniers. Deux exemples nous choquent particulièrement : la situation de la direction des affaires juridiques en direction et celle de la trésorerie d'Apt. Nous vous demandons, madame la présidente, des explications sur ces deux cas, ainsi qu'un état des lieux précis de ces supplétifs à la DGFIP 84.

Cette année encore, le contrôle fiscal est ciblé, illustrant bien la politique de la direction générale en matière de contrôle. Surtout, n'embêtons pas trop les premiers de cordée avec nos tracasseries administratives ! En contrepartie des efforts des agents du PCE pendant la crise sanitaire en soutien des entreprises, bim ! Un poste supprimé. Au PCR, autant d'emplois en moins que d'années d'existence : du jamais vu ! Les fraudeurs vauclusiens peuvent dormir tranquille avec un poste en moins à la BCR et également deux emplois supprimés à la DIRCOFI.

Les SIP ne sont pas épargnés avec des suppressions d'emploi dans quatre SIP sur cinq, alors que les charges augmentent : nouveaux dispositifs comme le PAS, nouveaux contentieux, population, nombre de foyers fiscaux, personnes en difficulté, appels téléphoniques, courriels, etc. Et si les services comptaient sur les EDR pour les soutenir, il faudra faire avec une équipe encore réduite de deux éléments !

La DDFIP de Vaucluse a perdu en 11 ans plus de 160 emplois !

Lapsus révélateur, vous nous proposez de faire le bilan du transfert du recouvrement de l'impôt des trésoreries de Valréas, Bollène et Vaison aux SIP d'Orange et Carpentras, deux semaines après leur installation. En effet, on peut déjà dire que cette opération, qui s'est déroulée dans la plus grande improvisation, ne fera que des perdants, usagers et services. La CGT tient à redire son opposition résolue au projet de « nouveau réseau de proximité », dont cette opération est la première étape.

À l'ordre du jour, vous soumettez au vote le choix des ponts naturels. Le calendrier ne permet que deux ponts naturels. Pourquoi nous demander un vote, alors que pour le vol des congés pendant la crise Covid, les organisations syndicales et les agents ont été mis devant le fait accompli ? Pour ces raisons, la CGT FP 84 s'abstiendra sur le choix des vendredis 14 mai et 12 novembre.